

NOTE SUR LA COOPERATION AGRICOLE

L'agriculture est d'une importance particulière pour la vie humaine et apporte les besoins essentiels à la survie humaine. L'agriculture est également un secteur important pour le développement économique et social en raison de sa contribution au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. Elle est la seule source de revenu pour la majorité des populations rurales pauvres dans de nombreux pays, en particulier en Afrique sub-saharienne.

Selon les estimations de la FAO, près de 800 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde pour la période 2014-2016, en particulier en Afrique sub-saharienne et en Asie. Dans les pays en développement, même si la production agricole double d'ici 2050, 5 pour cent des populations risquent d'être sous-alimentées. Cela représente environ 370 millions de personnes qui auront faim dans le monde, particulièrement en Afrique et en Asie. À cet égard, l'agriculture continuera d'avoir un rôle important dans la lutte contre la pauvreté rurale.

L'agriculture dans les pays membres de l'OIC

L'agriculture est également un secteur important pour les économies de l'OIC où 21 pays membres se trouvent dans la catégorie des pays les moins développés, selon la classification des Nations Unies.

Dans la plupart des pays membres de l'OIC, l'agriculture est l'un des secteurs de pointe en termes de contribution au revenu, à l'emploi et au commerce. En 2013, la production agricole intérieure brute de l'OIC (PIB) a atteint 677 milliards de dollars américains avec une part de 21 pour cent dans la production agricole mondiale¹. En ce qui concerne la contribution du secteur de l'agriculture aux économies des pays membres, la part du PIB agricole dans le PIB total était de 10,1 pour cent en 2013, alors qu'elle était de seulement 4,5 pour cent dans le monde. En outre, dans six pays membres, à savoir la Guinée-Bissau, le Sierra Leone, le Togo, les Comores, la Somalie et le Soudan, la part de l'agriculture dans le PIB total a été de plus de 40 pour cent et occupe une place cruciale dans l'économie de ces Pays Membres.

De plus, le secteur agricole est également important dans les Pays Membres en termes de création d'emplois. Selon FAOSTAT, le nombre de personnes employées dans le secteur de l'agriculture dans les pays membres de l'OIC a atteint 240 millions en 2013, ce qui représente 18 pour cent de l'emploi agricole dans le monde. Le commerce des produits agricoles des 57 pays membres de l'OIC a considérablement augmenté au cours de la période allant de 1990 à 2012 et atteint 340 milliards de dollars américains. Ainsi, le secteur agricole revêt une importance capitale pour les économies de nombreux Pays Membres de l'OIC afin d'augmenter les revenus et les recettes en devises.

Comme le montre le tableau 1, en 2012, la population agricole dans les Pays Membres de l'OIC était de 568 millions de personnes ce qui représente 35,1 pour cent de la population totale de l'OIC. Comme démontré sur le tableau 1, entre les sous-régions de l'OIC, le Groupe Afrique détient la plus grande part de la population agricole par rapport aux groupes Asie et Arabe, avec une part de 46,4 pour cent en 2012.

¹Agrégats de la base de données de l'UNSTAT

Au niveau de chaque pays, la population agricole représente plus de 50 pour cent de la population totale dans 16 Pays Membres de l'OCI en 2012.²

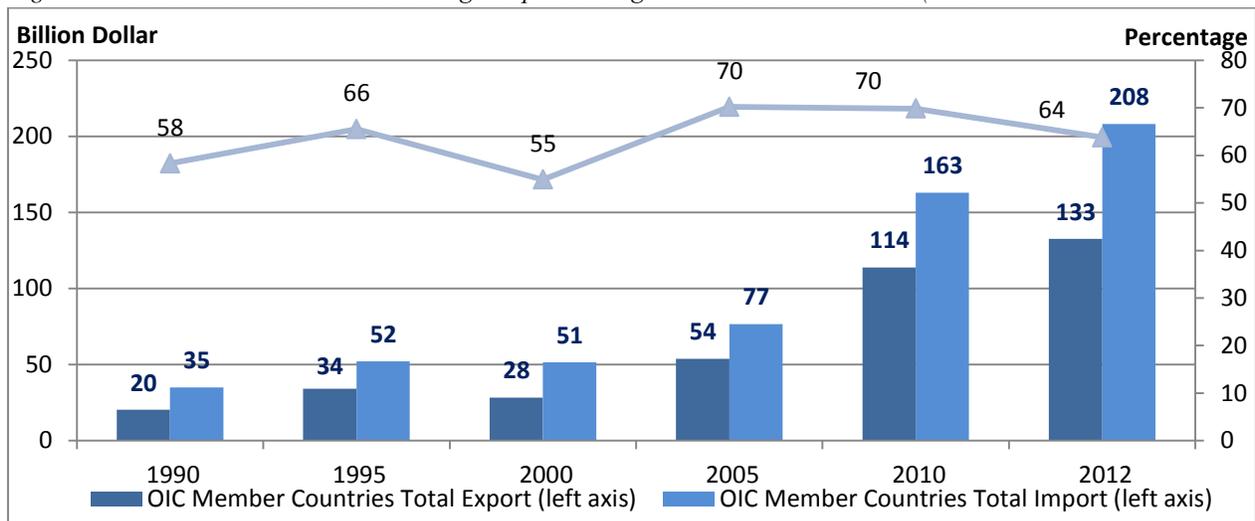
Tableau 1: Part de la population agricole dans l'OCI par sous-régions

	1990	1995	2000	2005	2010	2012
Groupe Afrique	62.5	58.9	55.1	51.5	47.8	46.4
Groupe Arabe	38.5	34.9	31.6	28.5	25.3	24.8
Groupe Asie	50.3	45.3	42.0	38.8	35.6	34.4
OCI	50.2	45.9	42.5	39.3	36.1	35.1

Source: Calculé avec les bases de données du SESRIC et de FAOSTAT.

Le commerce des produits agricoles des Pays Membres a considérablement augmenté de 1990 à 2012. Comme le montre la figure 1, le total des importations de produits agricoles des Pays Membres de l'OCI est passé de 34,9 milliards de dollars américains en 1990 à 208 milliards de dollars américains en 2012. En conséquence, le total des exportations de produits agricoles des pays membres a atteint 132,7 milliards de dollars américains en 2012. Ainsi, le commerce agricole total dans les Pays Membres a atteint 340,7 milliards de dollars américains en 2012.

Figure 1: Total du commerce et de l'échange de produits agricoles mondial de l'OCI (1990-2011)



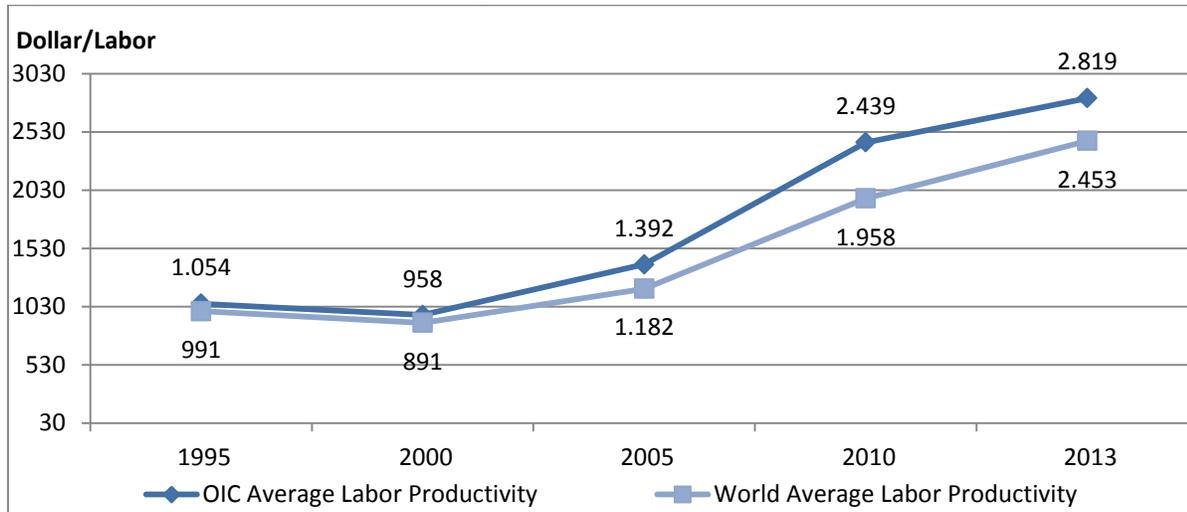
Source: Perspectives de l'agriculture COMCEC 2015.

En termes de productivité du travail agricole, les Pays Membres de l'OCI ont enregistré une remarquable augmentation lors de la dernière décennie. La figure 2 montre une comparaison de la productivité du travail agricole dans les pays membres de l'OCI avec le monde.³ Il se dégage de la figure que la productivité du travail est plus élevée que la moyenne mondiale dans les pays membres de l'OCI.

²Base de données du SESRIC

³Afin de calculer la productivité de la main d'œuvre, la valeur ajoutée agricole (au prix courant – Dollars américains) est divisée par les personnes économiquement actives dans le secteur agricole.

Figure 2: Figure 2: Productivité du travail agricole dans l'OCI et le monde



Source: Calculé en utilisant UNSTAT et FAOSTAT.

Parmi les sous-régions de l'OIC le groupe Arabe détient la productivité du travail la plus élevée. D'autre part, les pays du groupe Afrique possèdent la plus faible productivité du travail agricole entre les pays membres de l'OIC. Parmi les pays membres du groupe Afrique, le Mozambique, la Guinée, la Gambie, la Somalie et Djibouti ont les plus bas niveaux de productivité du travail dans l'OIC. Le faible niveau de mécanisation et d'utilisation d'engrais, la pénurie d'eau et les méthodes de travail intensif sont les principales raisons de la faible productivité du travail agricole dans cette sous-région⁴.

Principaux défis du secteur de l'agriculture dans les pays membres de l'OIC

La majorité des pays membres de l'OIC n'est pas auto-suffisante en termes de production alimentaire et dépend considérablement de l'importation de produits agricoles. Par ailleurs, la production agricole dans les pays membres est principalement concentrée dans un nombre limité de pays membres, à savoir l'Indonésie, le Nigeria, la Turquie, le Pakistan, l'Iran, l'Égypte, la Malaisie, le Bangladesh, le Soudan et l'Algérie. Plus de 75 pour cent du total des produits agricoles dans les pays membres sont produits par ces pays. En outre, des millions de personnes dans les pays membres de l'OIC souffrent de pénuries alimentaires et n'ont pas accès à une nourriture suffisante.⁵

Le secteur de l'agriculture dans les pays membres de l'OIC a principalement souffert entre autres, de:

- Faible productivité agricole,
- Absence de cadre institutionnel afin d'apporter les ajustements nécessaires pour un secteur agricole plus efficace et productif,
- Inadéquation des investissements du secteur public dans l'infrastructure.
- Manque d'investissements du secteur privé dans l'agriculture et les entreprises de l'agro-industrie,
- Manque de gestion durable des ressources naturelles (terre, eau, pêches et forêts)
- Pertes post-récoltes

⁴Source: Perspectives de l'agriculture COMCEC 2015.

⁵ Ibid.

Efforts dans le cadre du COMCEC

Le Groupe de travail sur l'agriculture (GTA) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du COMCEC et il permet une plate-forme régulière pour la production et la diffusion des connaissances, le partage d'expériences et de bonnes pratiques, la création d'une compréhension commune et le rapprochement des politiques dans ce domaine.

Depuis la dernière session du COMCEC, la cinquième réunion du groupe de travail sur l'agriculture s'est tenue le 5 mars 2015, avec pour thème de "Améliorer la capacité institutionnelle: Renforcer les organisations paysannes dans les pays membres de l'OCI". Semblable à d'autres réunions du GT, un rapport analytique intitulé "Améliorer la capacité institutionnelle: Renforcer les organisations paysannes dans les pays membres de l'OCI" a été soumis à cette réunion. L'étude analytique a souligné l'importance des organisations paysannes pour le développement du secteur de l'agriculture en particulier en termes d'apport de conseils techniques et financiers à leurs membres. Les organisations paysannes fournissent également une assistance pour l'amélioration de l'accès au marché, permettent à leurs membres de réduire les risques du marché et les coûts de transaction ainsi que de s'emparer d'une part plus élevée de la valeur ajoutée dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

En accord avec les recommandations de l'étude analytique ainsi que les réponses des pays membres aux questions de politique, qui ont été distribuées avant la réunion, le groupe de travail a mis en avant les conseils de politique ci-dessous:

1. Les services de recherche et de vulgarisation des organisations paysannes doivent être améliorés pour accroître la productivité agricole.
2. La capacité des organisations paysannes à avoir accès à l'information sur les marchés agricoles et la diffusion de l'information sur le marché à leurs membres doit être améliorée.

En outre, la 6ème réunion du groupe de travail sur l'agriculture du COMCEC a eu lieu le 8 octobre 2015, sur le thème "*Promotion des filières agricoles dans les pays membres*". Les représentants des États Membres ont partagé leurs expériences, réalisations et défis dans la promotion des filières agricoles dans leurs pays respectifs. La réunion a examiné les études "Promouvoir les filières agricoles dans les pays membres de l'OCI" commandées par le Bureau de Coordination du COMCEC et le rapport " Perspectives agricoles COMCEC 2015 » préparé par le Bureau de Coordination du COMCEC. La réunion a finalisé une série de recommandations de politique:

1. Adopter/ élaborer des normes de qualité, mise en œuvre de contrôle de qualité, et identifier les opportunités de marché pour la conformité aux normes.
2. Améliorer les installations de transport et de stockage pour promouvoir le développement des filières dans les pays membres par le biais de partenariats publics-privés adéquatement développés.
3. Améliorer les industries d'agro-transformation et d'emballage pour accroître la valeur ajoutée des produits agricoles.

Les comptes rendus des réunions et des présentations faites au cours des réunions sont disponibles sur la page web du COMCEC (www.comcec.org).

De plus, les Pays Membres s'étant enregistré au groupe de travail sur l'agriculture ont l'opportunité de proposer des projets de coopération multilatérale dans le cadre du financement de projet du COMCEC, qui est un autre instrument de mise en œuvre important de la Stratégie. Les projets qui seront financés dans le cadre du financement du projet COMCEC doivent servir la coopération multilatérale et être conçus en

conformité avec les objectifs et les résultats escomptés définis par la Stratégie dans sa section de l'agriculture.

Le premier appel à projets dans le cadre du financement du projet du COMCEC a été lancé en septembre 2013. Dans le cadre du premier appel à projets, le projet intitulé "Pakistan: Modèle de biorestauration pour le traitement des eaux usées et Programme de renforcement des capacités parmi les pays de l'OCI" proposé par le Pakistan s'est achevé avec succès en décembre 2014.

En outre, le deuxième appel à projets a été lancé en septembre 2014 et les pays membres du groupe de travail sur l'agriculture ont à cet égard soumis 15 projets au BCC. Quatre de ces projets ont été annoncés sur la liste définitive et sont devenus opérationnels après la cérémonie de signature qui a eu lieu le 30 mars 2015. Ces projets ont été soumis par le Tchad, l'Indonésie, le Surinam et la Turquie. Les titres et résumés des projets à mettre en œuvre en 2015 sont les suivants;

- Le Tchad met en œuvre un projet concernant l' "Appui aux centres de formation agricole" avec la participation du Burkina Faso et de la Turquie. Le projet vise à développer les capacités des jeunes agriculteurs et des experts ruraux travaillant dans les centres de formation agricole.
- Le projet intitulé "Améliorer le revenu des petits et moyens agriculteurs dans les États Membres de l'OCI par un système d'exploitation agricole intégrée" a été présenté par l'Indonésie avec trois pays partenaires, à savoir le Soudan, la Gambie et l'Égypte. Le but du projet est de renforcer les capacités des petits et moyens agriculteurs dans les pays partenaires par le biais de système de production intégré.
- Le Suriname a soumis le projet intitulé "Bonnes pratiques agricoles (BPA) pour les légumes de serre; Principes pour les zones à climat tropical " avec la participation de la Turquie et de la Guyane. Le but principal du projet est d'augmenter la qualité et l'efficacité des services publics pour soutenir et former les agriculteurs en tenant compte des conditions climatiques tropicales.
- La Turquie met en œuvre un projet intitulé "La création de base de données, la connexion de réseau et les pages Web des petits exploitants/coopératives agricoles familiales entre les États membres du COMCEC" avec la participation de 19 Pays Membres. Le projet vise à l'identification des exigences du système pour un système d'information commercial à mettre en place entre les pays membres avec une feuille de route pour la création d'infrastructure de l'information pour améliorer le commerce des produits agricoles.

A propos des activités de coopération en cours dans ce domaine de coopération;

- L'atelier sur le "Renforcement des capacités sur l'analyse des filières pour l'agro-industrie " s'est tenu du 1^{er} au 3 décembre 2014 à Ankara, en Turquie, organisé par le SESRIC en collaboration avec la CICIA, la FAO et le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero (PGTF) du PNUD.
- A ce jour, 6 réunions ministérielles sur l'agriculture ont eu lieu. La 6^{ème} réunion ministérielle sur l'agriculture a eu lieu les 3-5 octobre 2011 à Istanbul, en Turquie, avec pour thème "Sécurité alimentaire: le développement agricole et l'accès à l'alimentation et la nutrition dans les pays de l'OCI". La réunion a souligné l'importance de l'échange de connaissances et d'expériences, ainsi que le développement de la coopération technique, le renforcement des capacités et des programmes de formation parmi les pays membres.
